

## L'OTAN ET LE MONDE ARABE

La nouvelle vie de l'OTAN



## ALGERIE

La paix à quel prix?



## PORTRAIT

Moktada Sadr

L'enfant terrible du chiisme irakien



## ZOOM

Centre Nord-Sud

A la recherche des démocrates arabes



## LA TURQUIE DANS L'UE

Des étoiles... un peu turques



## MEDIAS ARABES

Paysage médiatique irakien



## Edito

Victoria Curzon Price  
Présidente du Cermam

Professeur d'économie politique  
à l'Université de Genève



### La Turquie sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne

Le 4 octobre 2005 est une date importante dans l'histoire des relations intra-méditerranéennes. Après plusieurs jours de négociations frénétiques de dernière minute, de compromis latéraux extraordinaires dont on ne connaît vraisemblablement qu'une petite partie, et des prises de position intempestives, l'Union européenne (UE) a décidé de lancer les négociations pour l'adhésion de la Turquie. Il s'agit d'une adhésion pleine: on ne parle plus de «partenariat privilégié», position défendue par l'Autriche jusqu'à une heure avancée de la nuit du 3 octobre.

On s'en doute, le problème de fond demeure: selon un sondage cité par *The Economist*, seuls 35% des citoyens de l'Union sont favorables à cet élargissement. De même, du côté turc, il n'est pas certain que l'acquis communautaire passe comme une lettre à la poste. Les négociations risquent d'être longues et ardues.

Quel est le vrai problème? S'agit-il d'un pro-

blème essentiellement économique? Ou d'un problème plus profond, culturel? Sans doute les deux problématiques coexistent, ce qui explique pourquoi l'adhésion de la Turquie est si controversée.

Pourtant je suis prête à parier que, le temps venu, la réalité de l'interaction humaine normale dominera, à savoir, le désir d'échanger sur la base de l'avantage réciproque. Prenons comme exemple les nouveaux membres de l'UE. Au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, de savantes études économiques leur prédisaient une longue période de rattrapage, de 20 à 40 ans au minimum, avant qu'ils ne sortent de la misère communiste et puissent accéder à la prospérité du libre marché, définie comme 75% du niveau du revenu des Portugais. Or, le marché a anticipé l'adhésion dès l'ouverture des négociations en 1998. Le niveau des échanges, les investissements et les taux de croissance ont connu un développement fulgurant. Sept ans plus tard, le spectre du plombier polonais ne fait plus peur, sauf peut-être en France. Ce n'est pas que les niveaux de vie aient convergé – pour cela il faudra effectivement encore du temps – mais les taux de croissance réels (4% et plus) attestent de l'existence de nombreuses possibilités d'échanger et d'investir, en tout cas beaucoup plus que la croissance zéro affichée par la «vieille Europe».

La même dynamique va s'emparer, vraisemblablement, de la Turquie. Non seulement le marché anticipera l'adhésion, quelle que soit sa date effective, mais tous les petits pas que la Turquie va entreprendre, d'ici là, pour intégrer l'acquis communautaire, renforceront les institutions si chères au marché que sont le droit de propriété, l'État de droit et la liberté d'entreprendre. Non seulement la Turquie attirera les investisseurs, mais elle offrira de nombreuses places de travail pour ses citoyens, qui ne demandent qu'à améliorer leurs conditions de vie. Qui alors s'opposerait à l'adhésion d'une Turquie prospère et dynamique? En tout cas pas une majorité d'Européens. ■

### Quel rôle de l'OTAN au Moyen-Orient?

*Mustapha Alani*

A l'aide d'une meilleure stratégie et d'une méthode rationnelle, l'OTAN pourrait jouer un rôle significatif dans la stabilisation de la région et le développement de la démocratie. Cependant, cet objectif impose à l'OTAN de jouer un rôle juste et équilibré, à la fois de

*suite page 3*

## Sommaire

### A lire dans ce numéro

#### Regards croisés

L'OTAN et le Monde arabe  
La nouvelle vie de l'Alliance atlantique

2

#### Portrait

Moktada Al Sadr, l'enfant terrible du chiisme irakien

4

#### Zoom

Le Centre Nord-Sud cherche des citoyens démocrates

#### Actualité / Point de vue

Algérie: la paix à quel prix?  
Agenda

5

#### Note de lecture

The Insider:  
Trapped in Saddam's Brutal Régime

6

#### Kiosque

Traducteurs et passeurs (I):  
l'Ecole de Bagdad

7

#### Marque-pages

Des étoiles européennes...  
un peu turques

7

#### A suivre

Médias arabes  
Paysage médiatique irakien

8

### L'Alliance atlantique et le Monde arabe

#### La nouvelle vie de l'OTAN

Mustapha Alani

Premier conseiller et directeur de recherche sur la sécurité et le terrorisme au *Gulf Research Center* (GRC) de Dubai. Ancien consultant au *Royal United Service Institute for Defense and Security Studies* (RUSI), Whitehall.



Alberto Bin

Directeur régional de la division des affaires politiques et de la sécurité de l'OTAN (Bruxelles) et responsable du Dialogue méditerranéen de l'OTAN ainsi que de l'Initiative de coopération d'Istanbul. Ancien directeur-adjoint de l'Institut méditerranéen des études diplomatiques à Malte.

**> Les deux initiatives de coopération lancées récemment par l'Alliance atlantique, MD (*Mediterranean Dialogue*) et ICI (*Istanbul Cooperation Initiative*) soulignent les préoccupations de l'OTAN à l'égard de la sécurité en Méditerranée et au Moyen-Orient. Quelle est la nature de cette coopération ?**

**Mustapha Alani:** Chacune des régions du Moyen-Orient a ses propres besoins en matière de sécurité, ses propres enjeux et ses caractéristiques politiques et exige une approche différente. L'idée d'établir une collaboration et un partenariat avec l'OTAN est un concept relativement nouveau. Cette idée, qui s'est traduite par un certain nombre d'initiatives ces dernières années, n'a toujours pas mûri. Son contenu et ses objectifs n'ont pas encore été définis, ni dans les plans de l'OTAN, ni dans les stratégies des gouvernements de la région.

**Alberto Bin:** L'OTAN est en train de nouer des relations étroites avec les pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient dans le domaine de la sécurité. La coopération prévoit des consultations politiques régulières au plus haut niveau et des activités pratiques

dans les domaines de l'interopérabilité, de la réforme, de la défense et de la lutte antiterroriste. Les priorités de l'Alliance s'orientent vers une plus grande implication dans cette région qui est stratégique pour le monde, et dont la sécurité et la stabilité sont étroitement liées à la sécurité euro-atlantique. Les initiatives de l'OTAN montrent que son engagement dans la région est d'une importance capitale.

**> Comment l'OTAN est-elle perçue par les sociétés et les gouvernements arabes ?**

**M.A.:** Les initiatives et les nouvelles méthodes de l'OTAN à l'égard du monde arabe restent largement inconnues; le public n'en sait que très peu de choses. Outre cette ignorance, le citoyen arabe moyen a d'ordinaire une image négative de l'OTAN. Celle-ci résulte en grande partie de l'héritage historique des Etats occidentaux. Les gouvernements arabes, pour leur part, ne sont pas encore certains ou clairement au courant de la nouvelle stratégie de l'OTAN. C'est pourquoi ils n'ont pas encore formulé de position nette, ni réagi de façon claire.

**A.B.:** Un objectif essentiel de la collaboration de l'OTAN avec les pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient est d'y éviter, dans les gouvernements comme dans l'opinion publique, la prolifération des idées erronées sur l'Alliance. A cet effet, l'Organisation a entrepris, dans les pays partenaires du MD et de l'ICI, un travail de relations publiques auprès des médias, du monde académique et d'autres représentants de la société civile.

**> Comment l'OTAN a-t-elle réagi au processus de réformes engagé au Moyen-Orient ? Y participe-t-elle ?**

**M.A.:** L'OTAN doit montrer un intérêt pour la promotion de la démocratie et du respect des droits de l'homme au Moyen-Orient. La sécurité et la stabilité de la région dépendent au moins en partie du degré de démocratisation et de protection des droits humains qui sont des valeurs politiques et morales défendues par l'OTAN. Cependant, les dirigeants de l'Organisation doivent comprendre que celle-ci doit s'imposer certaines limites dans son entreprise. La frontière est très étroite entre, d'une part, l'intervention dans les affaires intérieures et, d'autre part, la prestation de conseils pour l'adoption de principes démocratiques; et je ne crois pas que l'OTAN souhaite être perçue comme s'immisçant

dans les affaires intérieures du monde arabe. Le rôle de l'OTAN a donc besoin d'être équilibré et bien présenté.

**A.B.:** Les initiatives de l'OTAN pour la Méditerranée et le Moyen-Orient portent surtout sur la défense et les questions de sécurité. A ce titre, elles complètent d'autres projets internationaux qui s'attachent spécifiquement à la promotion des réformes dans la région, comme ceux entrepris par l'Union européenne et le G8.

**> Compte tenu des situations déstabilisantes dans les territoires palestiniens et en Irak, quelle est l'efficacité du DM et de l'ICI ?**

**M.A.:** L'impact des initiatives DM et ICI de l'OTAN a été faible, voire inexistant. La région est dans une crise profonde sur le plan politique et sur celui de la sécurité. L'aide extérieure est nécessaire et serait appréciée, mais on ne peut prouver jusqu'ici que l'OTAN ait aidé à améliorer la situation. L'OTAN pourrait faire immédiatement la différence pour ce qui est du problème palestinien. Elle pourrait, par exemple, envoyer des forces de paix dans la région. Cependant, on ne peut dire que l'OTAN veuille ou soit capable de jouer un tel rôle positif ou constructif dans les domaines les plus sensibles et cruciaux pour le monde arabe. L'OTAN tourne autour du pot. Elle n'est pas prête à défier les réalités injustes de la région, par exemple en faisant pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette un terme à son occupation des territoires arabes et exécute les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

**A.B.:** L'OTAN n'étant pas engagée dans le processus de paix au Proche-Orient et n'exerçant aucun rôle politique en Irak, l'objectif du DM et de l'ICI se limite à la promotion des relations de coopération dans la région afin de contribuer à la sécurité et à la stabilité.

**> Les activités de l'OTAN sont-elles efficaces pour les pays participant au DM et à l'ICI ?**

**M.A.:** Les attentes de ces pays à l'égard de leur coopération avec l'OTAN sont relativement élevées et ambitieuses. Il reste à savoir si l'OTAN peut se montrer à la hauteur de ces attentes. Les mois et les années à venir seront décisives pour déterminer l'avenir de l'Organisation dans la région. Les pays qui participent au DM ou à l'ICI ont besoin d'être convaincus de la valeur de leur enga-

# Actualité

## [ Entretien ]

gement, et cette valeur sera liée à la nature des avantages moraux et pratiques qu'ils en retireront.

**A.B.:** La participation des pays partenaires du MD aux activités de l'OTAN a augmenté substantiellement et régulièrement depuis la création du programme en 1994. Les niveaux de participation et les centres d'intérêt changent d'un pays à l'autre, selon les priorités de ces derniers. En 2004, par exemple, plus de 1000 représentants civils et militaires des pays de l'OTAN et sept pays partenaires ont participé aux activités du programme annuel du MD. Au moins trois pays du MD ont participé aux opérations de l'OTAN dans les Balkans. Trois autres ont exprimé leur intérêt à participer à certaines opérations militaires de l'OTAN. ■

*Propos recueillis par Chiara Sulmoni*

*suite de la page 1*

sauveteur et d'honnête courtier disposant de réelles capacités. Ce n'est qu'ainsi que l'Organisation pourra influencer sur la situation sur le terrain et aider à améliorer le sort des populations arabes.

Les disparités économiques, les différences de revenus et de niveaux de vie entre les Etats arabes sont énormes et disproportionnées. Un exemple qui illustre bien cela est celui des Etats de la région du Golfe par rapport à d'autres comme l'Egypte, le Maroc ou le Soudan. Si la stratégie de l'OTAN consiste à fournir une assistance économique et financière aux pays de la région, cette aide doit alors être dirigée vers ceux qui en ont réellement besoin. Si la politique de l'OTAN envers la région a pour but de promouvoir le processus démocratique, un tel objectif ne peut être atteint sans améliorer d'abord la situation économique de certains pays, ni sans adopter également des mesures qui donneront des possibilités d'emplois à la jeune génération. Nous ne pouvons parler de réforme politique si nous la dissociions de la réforme économique.

Par ailleurs, les objectifs principaux de l'OTAN dans la région devraient être centrés sur la promotion des efforts entrepris par un certain nombre de centres de recherche internationaux et régionaux pour créer des systèmes de sécurité. Tant la région que l'OTAN en bénéficieraient. ■

## OTAN - Monde arabe

### Une relation évolutive

*Roberto Aliboni*

Vice-président de l'Institut des Relations Internationales (IAI) à Rome et directeur du Programme sur la Méditerranée et le Moyen-Orient. Fondateur et membre de la Commission d'étude sur la Méditerranée (MeSCO).



**> Le MD et l'ICI soulignent les préoccupations sécuritaires de l'Organisation du Traité de l'OTAN à l'égard de la Méditerranée et du Moyen Orient, quel est le degré de coopération de ces régions avec l'OTAN?**

Dans le cadre du MD et de l'ICI, l'OTAN conduit des coopérations pratiques en matière de sécurité, c'est-à-dire des coopérations qui apportent une valeur ajoutée aux relations avec les pays de la Méditerranée et du Moyen Orient. Cette situation est évolutive puisqu'elle n'en est encore qu'à ses débuts dans le Golfe. Le rôle des deux organisations est d'éliminer les fausses idées sur l'OTAN et de promouvoir, par l'exercice d'un partenariat conjoint, de bonnes relations sur des bases paritaires.

**> Comment l'OTAN est-elle perçue par les populations et les gouvernements arabes?**

Les pays de la Méditerranée et du Golfe s'intéressent à la collaboration avec l'OTAN pour des raisons de prestige et pour renforcer leurs relations avec l'Occident qui les soutient. Avec le lancement de l'ICI, certains pays n'arrivent pas saisir les différences entre les multiples initiatives de l'Occident envers cette région: le MD, l'ICI et le Partenariat pour le Progrès vers le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Ces initiatives, qui ont leur origine aux Etats-Unis ou auxquelles les Etats-Unis participent, sont parallèles à celles de l'Union européenne: le Partenariat Euro-Méditerranéen et, plus récemment, le Partenariat Stratégique vers la Méditerranée et le Moyen Orient. En principe, les initiatives de

l'OTAN sont caractérisées par leur spécialisation qui est la sécurité militaire. Cependant, cette spécialisation n'est pas si claire. D'un point de vue politique, les Etats-Unis souhaitent que le MD et l'ICI soient alignés avec les objectifs de réforme politique du Partenariat pour le Progrès. L'engagement de l'OTAN vise probablement, d'une part à favoriser la réforme, et d'autre part à rassurer les régimes de l'intérêt occidental vers leur stabilité. Selon mes informations, cette approche génère confusion et malaise, spécialement parmi les néophytes du Golfe.

**> Comment l'OTAN réagit-elle à la réforme au Moyen Orient?**

L'OTAN s'intéresse aux réformes politiques dans la région, mais elle ne s'en occupe pas vraiment. Elle s'occupe toutefois d'un aspect très important des réformes politiques: la *security governance*. Comme je l'ai déjà dit, l'MD et l'ICI s'inscrivent dans le cadre d'un nouvel intérêt pour la région. Cependant, la ligne qui sépare les intérêts politiques des intérêts de sécurité est plutôt faible.

**> Au vu des préoccupations sécuritaires de l'OTAN, quel sera selon vous le degré de réussite des MD et ICI?**

Le MD et l'ICI ne peuvent pas avoir un impact direct positif sur les crises de l'Irak et de la Palestine. L'objectif coopératif de ces deux organisations est de longue durée. Elles servent à améliorer les relations entre l'OTAN et l'Ouest d'une part, et les pays de la Méditerranée et du Moyen Orient d'autre part, tout en accroissant la stabilité et en favorisant des réformes compatibles avec cette stabilité. Si tout cela contribue à créer un meilleur climat international, ce climat pourra à son tour contribuer à la résolution des crises mentionnées.

**> Quelles activités de l'OTAN sont utiles aux pays partenaires des programmes MD et ICI?**

Plusieurs activités de coopération sont conduites avec succès dans les domaines les plus divers de la sécurité militaire (gestion aérienne, armes légères et de petit calibre, interopérabilité,...) et quelquefois aussi civile (service civil de secours,...). On relève par contre une réticence absolue de la part des partenaires arabes dans le domaine de la *security governance*. Si cette réticence persistait, les résultats de la coopération en seraient limités. ■

### ZOOM

#### Le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe

##### À la recherche de la démocratie arabe

Myriam Suard

Département d'Arabe de l'Université de Genève. Assistante de recherche stagiaire au CERMAM



Les 23 et 24 septembre s'est déroulée à Marrakech une conférence organisée par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, sur le thème «Démocratie et citoyenneté dans les pays du Sud de la Méditerranée». Cette conférence s'inscrivait dans les objectifs du Centre et a bénéficié de sa structure quadripartite (réunion de quatre partenaires issus aussi bien d'institutions politiques que de la société civile: gouvernements, parlements, collectivités territoriales et ONG). Avec des participants venus de plus de 15 pays, la diversité des opinions, des témoignages et des analyses d'universitaires a permis d'offrir un panorama intéressant des problématiques liées à la démocratie dans les pays du Sud.

Si l'ensemble des participants s'est entendu sur la nécessité de la démocratie, les moyens de sa mise en œuvre n'ont pas fait l'unanimité. Une fois encore, le rôle des Etats-Unis et de l'Union européenne, perçus par certains comme les porte-drapeaux d'un Occident capitaliste et colonisateur, a suscité des polémiques. Leur façon d'agir pour la démocratie semble viser à la stabilité régionale plutôt qu'à une réforme de fond, et cette attitude pragmatique n'inspire pas confiance. Malgré tout, il est légitime de s'interroger sur l'opportunité de laisser de côté ces considérations et de saisir l'offre faite aux pays arabes d'une aide en faveur de la démocratie, aide qui n'a jamais été aussi forte.

L'intégration des groupes islamistes dans les différents processus démocratiques est un thème qui, lui aussi, a fait l'objet d'oppositions. La logique de l'analyste académique s'exprime en faveur de ces groupes. Nombreuses en sont les raisons: d'abord, les mouvements islamistes sont représenta-

tifs de la société; ensuite, tous les groupes ne sont pas forcément radicaux, et les accepter permettrait d'éviter des frustrations qui ne pourraient plus s'exprimer que par la violence; enfin, leur intégration pourrait les amener à la modération et à un changement d'attitude.

Les arguments contraires ne manquent pas. Il suffit de dire qu'un groupe ne peut être assimilé à un système auquel il ne croit pas. Ou encore d'évoquer le risque d'une prise de pouvoir par ces mêmes groupes, ce qui signifierait peut-être la fin du processus démocratique. La crainte en est si forte que beaucoup se disent prêts à faire cesser un processus qui les intégrerait, afin de sauver les chances de survie de la démocratie dans le pays concerné: en somme, stopper la démocratie pour la sauver d'elle-même.

Telle a été, entre autres, la teneur des débats qui ont eu lieu à Marrakech. Du reste, le Centre Nord-Sud n'est pas uniquement un forum: il vise aussi à un suivi du dialogue en vue d'actions constructives. Il s'est prononcé, à la clôture de la conférence, en faveur de la création d'une plate-forme de rencontres, de dialogues et d'interactions régulières. Il se donne ainsi les moyens de devenir une force d'influence en faveur de la démocratie, sur les différents acteurs potentiels des pays sud-méditerranéens. Un projet humaniste que le CERMAM soutient pleinement. ■

### PORTRAIT

#### Moqtada Al-Sadr

##### L'enfant terrible du chiisme irakien

Yasmine Chikhi

Département de Science politique de l'Université de Genève. Assistante de recherche stagiaire au CERMAM



Il y a deux ans, l'enfant terrible du chiisme irakien n'existait pas. Aujourd'hui, Moqtada Al-Sadr défie aussi bien les forces américaines que sa hiérarchie religieuse. A Mossoul et à Bassora, mais aussi à Washing-

ton et à Londres, Moqtada suscite à la fois rejet et admiration. Malgré son jeune âge, 31 ans environ, et tout en n'ayant atteint que le grade de «hodjatoleslam», l'un des rangs les plus bas du clergé chiite, l'homme a su s'imposer au sein d'une communauté où la sagesse et la reconnaissance sont pourtant des fondements incontournables de l'autorité.

Moqtada Al-Sadr tire sa légitimité de son père, l'ayatollah Mohamed Sadeq Al-Sadr, qui incarnait le courant nationaliste au sein du clergé chiite irakien et a été assassiné en 1999 par des agents du régime baasiste. Mais Moqtada tient surtout son islamisme radical de son grand-oncle, le grand ayatollah Mohamed Baqer Al-Sadr, surnommé le «premier martyr», inventeur du concept de «velayat i-faqih» qui prône la mainmise des religieux sur le pouvoir politique. Contrairement aux positions plus mesurées des autres dignitaires religieux chiites, tel le grand ayatollah Ali Sistani, la lignée des Al-Sadr se distingue par son activisme radical dans la vie politique et sociale. A peine Saddam Hussein renversé, Moqtada s'est empressé de marcher sur les traces de sa famille. Beaucoup plus politique que religieux, le jeune imam, ouvertement hostile à la présence américaine en Irak, est écarté du gouvernement provisoire irakien mis en place par l'administration de la coalition. Menaçant à plusieurs reprises d'instaurer un pouvoir parallèle, Moqtada Al-Sadr fonde, en 2003, la «Jaish al-Mahdi», ou «l'armée de Mahdi», une milice paramilitaire de plusieurs milliers de jeunes disciples prêts à affronter quotidiennement les forces d'occupation américaines. De même, il crée un hebdomadaire, *Al-Hawzah*, interdit par les Américains en 2004, mais autorisé par le gouvernement provisoire irakien comme preuve de la liberté de la presse.

Habitant Saddam city, rebaptisée aujourd'hui Sadr city, l'immense banlieue chiite déshéritée de Bagdad, Moqtada Al-Sadr est devenu le porte-parole chiite d'une majorité de pauvres, qui ont, dès la chute du régime de Saddam, pris le contrôle des hôpitaux et transformé les mosquées du quartier en centres des pouvoirs locaux. Cependant, c'est dans la ville sainte de Nadjaf que l'idole des «moustafafines», le sous-prolétariat chiite, a établi son quartier général.

Moqtada Al-Sadr incarne pour ses détracteurs la frange dure de la communauté chiite. Il est accusé d'avoir ordonné à ses partisans l'assassinat d'anciens responsables baasistes, et surtout, en 2003, celui d'un allié capital de

# Actualité

## [ Point de vue ]

Washington, Abdel Majid Al-Khoeï, religieux modéré et supposé contribuer à la stabilité de l'Irak post-Saddam. C'est précisément dans le cadre de l'enquête sur la mort de ce religieux qu'un mandat d'arrêt a été lancé en 2004 par le gouvernement américain à l'encontre de Moqtada Al-Sadr.

Considéré comme celui qui a semé la «fitna» (discorde) au sein du clergé chiite, Moqtada Al-Sadr affirme toujours obéir à l'ayatollah Sistani, alors que, dans les faits, il est suspecté de vouloir prendre le contrôle de la communauté chiite et de prôner la révolution islamique en Irak. ■

### POINT DE VUE

#### Algérie, la paix à quel prix?

#### Référendum sur la «Charte pour la paix et la réconciliation nationale»

Yasmine Chikhi

Département de Science politique de l'Université de Genève. Assistante de recherche stagiaire au CERMAM



Le référendum sur la «Charte pour la paix et la réconciliation nationale», projet du président Abdelaziz Bouteflika, s'est soldé par un taux de participation à la soviétique de 80%, et le oui l'a emporté massivement à plus de 97%, selon les chiffres officiels. Si les principaux partis membres de l'Alliance présidentielle, tels que le Front de Libération Nationale (FLN) et le Rassemblement National Démocratique (RND), saluent cet «événement historique», l'opposition, quant à elle, conteste vivement ce résultat qualifié de «bouffonnerie» et de «mascarade électorale». Pour le président Bouteflika, la charte constitue une suite logique au référendum sur la «concorde civile» de 1999, qui entraîna la reddition et l'impunité de milliers d'islamistes armés. La Charte prévoit la cessation des poursuites contre les membres

des groupes armés qui ne sont pas directement impliqués dans les massacres collectifs et les attentats dans des lieux publics. Elle fait porter la responsabilité des événements au Front Islamique du Salut (FIS), dont elle réitère l'interdiction de toute activité politique. Enfin, le texte prévoit une indemnisation aux «victimes du terrorisme» et aux familles de disparus.

La campagne électorale a été caractérisée par l'absence de débat libre sur le sujet. En effet, les voix des partis d'opposition, des organisations de défense des droits de l'Homme et des familles des victimes du terrorisme, qui rejetaient l'initiative présidentielle, ont été étouffées. Les associations de familles de disparus refusent l'approche officielle de «réconciliation nationale» et réclament «vérité et justice», avant un éventuel pardon. Les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent, pour leur part, un texte qui, sous couvert de pardon, discolpe les forces de sécurité impliquées dans la disparition, essentiellement entre 1992 et 1998, de milliers de personnes soupçonnées de soutenir les groupes islamistes armés. De nombreux et

interminables débats ont eu lieu ces dernières années pour tenter d'élucider les causes et responsabilités dans le conflit algérien. Certains des homicides, enlèvements, viols ou actes de torture perpétrés lors de la guerre civile algérienne furent attribués à des groupes armés, d'autres aux forces de sécurité et aux milices de l'Etat, mais, dans la grande majorité des cas, aucune enquête indépendante n'a eu lieu et les autorités algériennes refusent, aujourd'hui encore, d'enquêter sur ces infractions et de traduire les responsables en justice; elles

veulent visiblement clore définitivement le débat.

Pour Abdelaziz Bouteflika, l'enjeu ne résidait pas tant dans l'issue du référendum que dans le taux de participation. Bouteflika cherche plus particulièrement à cautionner sa politique aux yeux des Algériens et de la communauté internationale et, pourquoi pas, à briguer un troisième mandat présidentiel en 2009, à l'âge de 71 ans. Reste à savoir si la paix et la réconciliation nationale sont possibles sans une solution politique qui inclurait les islamistes, et sans un engagement de l'Etat algérien d'enquêter sur les violences des années 90. ■

### AGENDA

Novembre 2005

Salima Djebbari

#### Colloques

##### Mobilités au féminin

15-19 novembre 2005

Tanger, Maroc

Organisation:

Laboratoire Méditerranéen de Sociologie/ LAMES (MMSH, Aix-en-Provence, France)

Contact: tangernov2005@yahoo.fr

##### Circulations migratoires et reconfigurations territoriales entre l'Afrique noire et l'Afrique du Nord

17-19 novembre 2005

Le Caire, Egypte

Lieu & Organisation:

Centre d'Etudes et de Documentation Economiques, Juridiques et Sociales/ CEDEJ, en partenariat avec l'Université d'Annaba- Algérie, l'Université de Provence (IRD, CNRS)

Contact: olivier.pliez@cedej.org.eg

### AGENDA

Décembre 2005

#### Training Workshop

##### Social Change and Identity in Muslim Societies

08-14 décembre 2005

Beyrouth, Liban

Organisation: SEPHIS & ISIM & OIB (Orient Beirut Institute)

Lieu & Contact:

www.sephis.org, www.isim.nl

#### Colloque

##### Devenir de la société rurale, développement économique et mobilisation sociale

8-10 décembre 2005, Rabat, Maroc

Organisation:

Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et vétérinaire Hassan II

Lieu & Contact:

Centre Jacques Berque, www.ambafrance-ma.org

# Actualité

## [ Note de lecture ]

### NOTE DE LECTURE

#### The Insider: Trapped in Saddam's Brutal Régime

du Dr Ala Bashir, Londres, Abacus, 2005

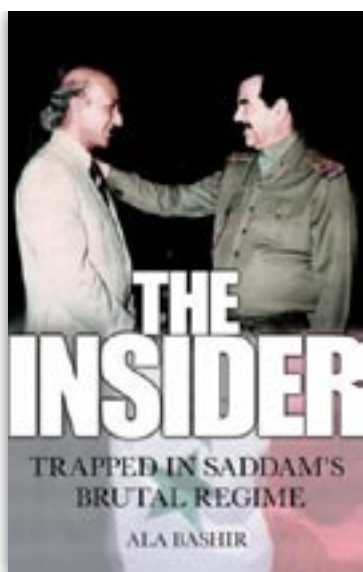
Chiara Sulmoni

«Mon amour pour mon pays était beaucoup plus fort que mon aversion pour le régime de Saddam...» C'est pour cette raison que le Dr Ala Bashir, peintre et sculpteur renommé, ancien médecin personnel de la famille de Saddam Hussein, n'a jamais abandonné Bagdad. Au fil de cet amour et de cette loyauté, l'auteur nous conduit à travers l'histoire des vingt dernières années de l'ancien régime irakien.

D'une plume compatissante, le Dr Bashir raconte cette histoire à l'aide de ses carnets, qu'il a longtemps dissimulés. C'est la vie quotidienne des nombreuses personnes qu'il a croisées. S'y mêlent coups d'Etat, violence, épurations, guerres, répressions, peur, pauvreté, sanctions. Le lot des Irakiens pendant des années, en particulier sous la dictature de Saddam, bien que les souvenirs et les récits d'Ala Bashir remontent jusqu'à l'époque de la Monarchie.

En tant que chirurgien en médecine plastique et reconstructive dans les hôpitaux de la capitale, il a suivi les vicissitudes de la société irakienne au travers des tragédies qui ont saigné le pays à partir des années quatre-vingt, comme la longue guerre contre l'Iran. Le Dr Bashir a été le témoin privilégié de deux réalités distinctes, celle du peuple irakien et celle du régime. Il a ainsi pu observer les conséquences des décisions prises au sommet du pouvoir. Sa proximité avec la famille de Saddam lui a donné accès à la vie

privée de celle-ci et permis de recueillir les confidences de ceux qui ont fait son destin et le destin désespéré de millions d'Irakiens. L'impression qui en résulte est surtout celle d'une famille isolée du monde extérieur et d'un régime incapable de percevoir les enjeux politiques généraux, chaque échelon de la hiérarchie ne visant qu'à défendre ses propres intérêts. Saddam paraissait parfois ignorer l'inconduite de ses subordonnés et les difficultés de la population.



Ala Bashir ne s'érige jamais en juge, ni du peuple quand il apparaît comme entité violente, ni des gens ordinaires dont il révèle la dureté acquise, ni des personnages du régime. Seule la vérité brutale, cette douleur muette, se montre d'elle-même à travers la reconstitution des faits.

L'histoire qu'Ala Bashir nous raconte est évoquée et présentée comme une succession cyclique d'événements, une réminiscence d'autres événements déjà survenus il y a longtemps. C'est l'histoire d'un pays pris en otage par son passé et qui doit maintenant construire son avenir. Rien de plus significatif donc, que de consacrer les dernières pages du livre à l'événement qui a marqué la fin, à la fois réelle et très symbolique, du régime: la destruction de la statue de Saddam Hussein sur la Place Al-Fardous. ■

#### Le CERMAM dans les médias

##### Al Jazira

Le dossier nucléaire iranien  
8 août 2005

##### Radio Deutsch Welle

La question du droit dans l'armement nucléaire iranien - 9 août 2005

##### Télévision ANN

Le dossier nucléaire iranien devant l'AIEA - 10 août 2005

##### Radio Suisse Romande

La Constitution irakienne  
15 août 2005

##### 24 Heures

«L'échec provisoire d'un long marchandage constitutionnel»  
16 août 2005

##### Al Jazira

La Charte nationale pour la paix et la réconciliation en Algérie  
16 août 2005

##### Radio algérienne chaîne 3

Référendum sur la constitution irakienne - 6 octobre 2005

##### Radio algérienne chaîne 3

Attribution du prix Nobel de la Paix  
7 octobre 2005

##### Télévision ANN (GB)

Attribution du Prix Nobel de la Paix  
7 octobre 2005

##### Radio algérienne chaîne 3

Les Sunnites et le référendum sur la constitution irakienne  
10 octobre 2005

##### Radio algérienne chaîne 1

Visite de la Ligue arabe à Bagdad  
11 octobre 2005

##### Radio algérienne chaîne 1

Suicide du ministre de l'Intérieur syrien - 12 octobre 2005

# Actualité

## [ Kiosque / Marque-pages ]

### KIOSQUE

#### Traducteurs et passeurs (I): l'École de Bagdad

*Philippe Jacques*

Les historiens de la traduction parlent d'«Ecole de Bagdad» à propos d'une institution dont le nom évoque à lui seul tout un âge d'or: Bayt al-Hikma, «La Maison de la Sagesse». Fondée par le calife al-Mamoun (813-833), fils d'Haroun al-Rachid, il s'agit à l'origine d'une bibliothèque, dotée d'importants moyens financiers et confiée à des hommes éminents, pour devenir un centre de recherche, d'enseignement et de publication.

Très vite, les activités de Bayt al-Hikma ont inclus la traduction. En effet, si l'arabe était langue sacrée depuis que la forme écrite du Coran avait été établie sous le calife Uthman (644-656), son statut de langue administrative était assez récent: fin du VIIe siècle pour les

régions situées au cœur de l'Empire (Péninsule arabique, Mésopotamie), fin du VIIIe pour la périphérie (Maghreb/Espagne d'un côté, Asie centrale/nord de l'Inde de l'autre). Les traducteurs de la Maison de la Sagesse allaient en faire une langue de savants. Ce sont eux qui ont assumé la tâche – immense – de mettre en arabe toute la science de l'Antiquité grecque. La science au sens large: astronomie, ingénierie, mathématiques, médecine, philosophie. Grâce à eux, la langue du Prophète devait rayonner bien au-delà des frontières territoriales de l'Islam, de longs siècles durant.

L'École de Bagdad était un lieu de diversité confessionnelle. Outre des musulmans comme les frères Banu Musa, premiers dirigeants de l'institution, ou al-Kwarizmi, fondateur de l'algèbre, on y trouve un chrétien jacobite, Yuhanna ibn Massaway, un païen de Harran, Thabit ibn Qurra, et surtout le chrétien nestorien Hunayn ibn Ishaq (809-877), personnalité peu banale, médecin de plusieurs califes et maître de nombreux disciples. Ces «minoritaires» parlaient le syriaque, une langue sémitique qui, bien qu'éteinte à la fin du Ier millénaire, a joué un rôle capital dans le processus qui nous intéresse ici. C'était alors la deuxième

langue véhiculaire du monde byzantin et ses locuteurs étaient, depuis des siècles, imprégnés de culture grecque. À la Maison de la Sagesse, les traductions passaient donc par deux étapes: grec-syriaque, puis syriaque-arabe. Hunayn, l'un des seuls à maîtriser les trois langues, est celui qui a définitivement mis sur pied ce «bureau des traducteurs».

On pourrait dire en somme que des hommes appartenant à des minorités, s'appuyant sur une langue de transition, ont accompli une œuvre durable qui a contribué au prestige d'une grande civilisation. ■



Al-Hariri (1054-1122)  
Une bibliothèque à Bassora,  
Al-Maqâmât (Les Séances)

### MARQUE-PAGES

#### Des étoiles européennes... un peu turques

*Carole Lager*

Né en 1949, le Conseil de l'Europe se penche dès l'année suivante sur la création d'un drapeau afin de concrétiser, par un symbole, l'idée de l'union des Etats à l'Europe. Des débats ont lieu, de nombreuses propositions sont faites, toutes plus fantaisistes les unes que les autres, en terme de formes, de couleurs, de symboles,... Les travaux vont durer cinq ans.

La Turquie, entretemps, devient membre du Conseil de l'Europe et manifeste vivement son opposition au symbole de la croix proposé, entre autres, par le Secrétariat général. Le symbole est donc rapidement écarté, dès décembre 1951. Pourtant, la croix, que l'on trouve dès la plus haute Antiquité (Egypte,

Chine, Grèce) n'est pas forcément signe de chrétienté, même si c'est la tradition chrétienne qui a enrichi son symbolisme: elle peut être un symbole d'orientation, désigner les quatre points cardinaux, et figurer un tout. C'est une question d'interprétation. Finalement, le Conseil de l'Europe choisira les étoiles d'or, au nombre de douze (le douze est d'ailleurs très présent dans la symbolique judéo-chrétienne ce qui, dans le cas du drapeau européen, est un hasard).

Pour Coudenhove-Kalergi, fondateur du Mouvement paneuropéen, il aurait été «naturel» que la croix figure sur le drapeau de l'Europe, elle aurait pu servir «d'instrument de propagande» pour le continent: "La minorité des Européens non-chrétiens" n'aurait pu "s'opposer à ce symbole, inséparable de notre histoire et civilisation", tout comme "les minorités chrétiennes en Proche-Orient ne s'opposent pas aux sym-



boles nationaux du Croissant et de l'Etoile de David" (Mémoire sur le drapeau européen accompagnant la Lettre de Richard de Coudenhove-Kalergi à Camille Paris, 27 juillet 1950, archives du Conseil de l'Europe).

Après maintes péripéties, parfois drôles, souvent mouvementées, mais toujours empreintes d'enthousiasme, le drapeau européen aux douze étoiles d'or sur fond d'azur est adopté en décembre 1955 par le Conseil de l'Europe, avant de l'être bien plus tard, en 1986, par la Communauté européenne. Au fond, c'est un peu à la Turquie que les citoyens européens doivent d'avoir des étoiles sur leur drapeau. Aujourd'hui,

le pays souhaite être partie prenante à cette même Communauté, et les négociations d'adhésion viennent de commencer. Nous serions tentés de dire que «c'est une autre histoire», mais est-ce vraiment le cas? ■

# Point de vue [ A suivre... ]

## A SUIVRE...

### Le nouveau paysage médiatique irakien

Halla Al Najjar

Hasni Abidi

Le 9 avril 2003, jour de la chute du régime de Saddam Hussein, cinq journaux diffusaient en première page la propagande du gouvernement et des photos du « grand souverain ». La télévision officielle et les chaînes de radio soutenaient toujours la ligne du Parti, et la station appartenant à Oudaï, le fils aîné de Saddam, occupait les ondes. Deux ans plus tard, la situation est différente: aujourd'hui en Irak, la prolifération des médias devient difficile à maîtriser.

Le nombre des journaux irakiens a dépassé les 260, dont seulement 71 sont autorisés par le syndicat irakien des journalistes. Quant à la télévision, selon un rapport publié dans le *Los Angeles Times*, 65% des Irakiens ont accès aux antennes satellitaires et peuvent recevoir plusieurs chaînes. Les immeubles du pays sont désormais ornés de récepteurs satellitaires qui marquent la fin de plus de 35 ans de monopole. Le rapport du *Los Angeles Times* indique qu'il existe à l'heure actuelle plus de 20 chaînes de télévision qui se livrent une rude concurrence pour gagner des spectateurs. Grâce aux excellentes installations de Dubaï Media City, deux importantes chaînes satellites irakiennes, Al-Sharqiya et Al-Fayhaa, diffusent depuis Dubaï. Pour Abdel Satir Jewad, ancien chef du Département des communications à l'Université de Bagdad et rédacteur en chef du *Baghdad Mirror*, la multiplication des chaînes en Irak est une réaction naturelle à la fin de l'ère Saddam.



Un Irakien lisant la «une» des journaux.

La chaîne officielle irakienne financée par les Etats-Unis, Al-Irakiya, bénéficie d'une large audience puisqu'elle peut être suivie par voie hertzienne. Nombre d'Irakiens émettent toutefois des réserves, cette chaîne étant considérée comme pro-américaine et ses programmes, pré-enregistrés à Beyrouth ou au Caire, ne reflétant pas le quotidien des Irakiens.

Une autre chaîne, Al-Sharqiya, fondée par Saad Al-Bazaz, propriétaire du journal *Al-Zaman* publié à Londres, dispose d'un budget annuel de 30 millions de dollars et dépend des investisseurs locaux et étrangers. Pour la première fois depuis son lancement il y a deux ans, elle diffuse depuis l'Irak sans avoir recours à une transmission satellite. L'objectif d'Al-Sharqiya est de perpétuer une tradition médiatique nationale. La chaîne emploie un personnel irakien et ses émissions sont d'inspiration locale. Depuis ses studios à Dubaï et à Bagdad, Al-Sharqiya s'emploie à couvrir l'actualité de façon indépendante et novatrice.

Quant à Al-Fayhaa, créée par un consortium d'hommes d'affaires irakiens, elle a été critiquée pour son traitement partial de l'actualité; son budget annuel total est estimé à 3 millions de dollars. Les autres chaînes de télévision disponibles par satellite en Irak sont Al-Furat, Al-Sumeria, Al-Diar, Al-Nahrain et Al-Rashid. Les Irakiens reçoivent en outre Al-Hurra Irak. Elle couvre principalement l'actualité irakienne avec des programmes diffusés par Al-Hurra, laquelle est financée par les Etats-Unis et leur *Transmission Broadcasting Board of Governors*, qui finance également Radio Sawa, une station radio diffusée dans les pays arabes et appréciée pour ses clips. Enfin, les chaînes panarabes comme Al-Jazira et Al-Arabiya bénéficient d'une grande audience en Irak. ■

### Prochainement dans la Lettre du CERMAM

Le processus Euromed, 10 ans après: quel bilan?

Le Centre Nord Sud, officiel et militant

Economie politique et évolution démographique en Egypte

Les télévisions françaises et Al Jazira

Pour recevoir nos publications ou vous abonner à cette lettre, prière de nous écrire: [publications@cermam.org](mailto:publications@cermam.org)

L'actualité continue sur [www.cermam.org](http://www.cermam.org)

### La Lettre du CERMAM

#### Directrice de la publication

Victoria Curzon Price

#### Directeur de la rédaction

Hasni Abidi

#### Secrétaire de rédaction

Carole Lager

#### Collaborateurs

Halla Al Najjar

Yasmine Chikhi

Salima Djebbari

Philippe Jacques

Myriam Suard

Chiara Sulmoni

Ghania Tinakicht

#### Crédits photos

Nicolas de Lavergne

#### Graphisme et mise en page

mariocuddeDesign

#### Impression

Imprimerie des Bergues, Carouge

ISSN 1661-3538